

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 09/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Orion Engineered Carbons

Route départementale 21a
BP 98 Les grands champs
13130 Berre-l'Étang

Références : D-1285-MRS-2023
Code AIOT : 0006401011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2023 dans l'établissement Orion Engineered Carbons implanté Route Départementale 21F BP 98 Les Grands Champs 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 09/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de la vérification de mise en oeuvre des éléments relevés lors de la précédente visite réalisée le 22 septembre 2022 et du suivi des arrêtés préfectoraux de mise en demeure pris le 14 novembre 2022 et le 16 janvier 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Orion Engineered Carbons
- Route Départementale 21F BP 98 Les Grands Champs 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006401011
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORION Engineered Carbons est une société reprise en 2018 par un groupe américain, fabricant du noir de carbone destiné à différentes applications industrielles, dont la fabrication de batterie Li-ion. Cette activité est liée à la production d'acétylène du vapocraqueur de Lyondell Basell. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 5 janvier 1998, récemment mis à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'inspection du 22 septembre 2022
- suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 novembre 2022
- suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Piézomètres	AP Complémentaire du 16/01/2023, article 2	/	Sans objet
3	Piézomètres Nord et Sud	AP Complémentaire du 16/01/2023, article 3	/	Sans objet
5	Diagnostic des sols	AP Complémentaire du 16/01/2023, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 16/01/2023, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Sécurité chimique	AP Complémentaire du 16/01/2023, article 4	/	Sans objet
6	Liste des ESP	AP de Mise en Demeure du 14/11/2022, article 2.1	/	Sans objet
7	Requalification périodique	AP de Mise en Demeure du 14/11/2022, article 2.2	/	Sans objet
8	requalification périodique	AP de Mise en Demeure du 14/11/2022, article 2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis notamment de vérifier, le jour de l'inspection, le respect des dispositions des arrêtés de mises en demeure pris le 14 novembre 2022 concernant le suivi en service des équipements sous pression et le 16 janvier 2023 concernant l'impact d'une pollution du site dans les eaux souterraines, par la mesure des matières en suspension (MES) dans les piézomètres du site. Cette visite doit cependant être complétée des rapports à venir sur la caractérisation du sol et des eaux concernant la présence notamment de noir de carbone ou d'autres pollutions résultant de l'activité de l'installation. Ces éléments sont attendus pour la fin du mois d'octobre et devront présenter des éventuelles actions visant en cas de présence de pollution à procéder à leur traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ORION ENGINEERED CARBONS SAS exploitant une usine de fabrication de noir de carbone sur la commune de Berre-l'Etang est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 43 de l'arrêté préfectoral du 05 janvier 1998 susvisé en respectant la valeur limite d'émission du paramètre matières en suspension (MES) des eaux souterraines des piézomètres sud et nord sous six mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures effectuées le 20 décembre 2022 dans les 2 piézomètres du site. Le sens d'écoulement est orienté globalement du NE vers le SO. Ainsi le piézomètre situé au Nord-Est du site se situe en amont hydraulique et celui situé au Sud-Est, en aval hydraulique. Le bilan des mesures MES réalisées par le laboratoire SGS indique que : - le piézomètre Nord-Est présente plus de 1100 mg/l, - le piézomètre Sud-Ouest présente 144 mg/l Il apparaît ainsi que les MES dépassent les seuils fixés pour l'installation sur l'ensemble des ouvrages. Néanmoins, les valeurs sont nettement plus importantes en amont qu'en aval hydraulique. Ainsi, l'impact du site sur la dégradation des MES dans les eaux souterraines n'est pas démontré par ces mesures, déjà fortement chargées en amont. On relève en revanche une baisse des MES présentes dans l'eau en aval hydraulique. Les investigations demandées dans les points suivants de la visite seront de nature à vérifier un éventuel impact du site concernant les MES.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Piézomètres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure et justifie du bon état des piézomètres Nord et Sud sous un mois à compter de la notification du présent arrêté. Le cas échéant, l'exploitant réalise les travaux de mise en conformité requis.
Constats : La visite du site a permis de vérifier de l'état des ouvrages. Il apparaît ainsi que l'ouvrage situé en partie Sud-Ouest du site et positionné en aval hydraulique présente une légère inclinaison. Compte tenu de la proximité de l'ouvrage avec la voie d'accès, et compte tenu du fait qu'il ne possède aucune protection contre les chocs, il est probable qu'il ait été déformé lors d'un impact avec un engin. En effet, plusieurs palettes de produits finis sont positionnées à proximité le long de la voie.
Observations : L'inspection demande ainsi qu'une protection contre les chocs soit installée au niveau de cet ouvrage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Piézomètres Nord et Sud

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des matières en suspension
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise la caractérisation des matières en suspension (MES) détectées au niveau des piézomètres Nord et Sud sous un mois à compter de la notification du présent arrêté. L'analyse devra déterminer en particulier si les MES proviennent du noir de carbone, produit issu du procédé de l'installation.
Constats : A l'image du point de contrôle n°5 suivant, l'exploitant indique avoir engagé la démarche avec le bureau d'études GINGER, spécialisé en sites et sols pollués, afin de caractériser la nature des sols et d'éventuels polluants présents dans les eaux souterraines. Actuellement, le bureau d'études a engagé les demandes concernant les DT/DICT afin de vérifier la présence d'ouvrages enterrés. Cette intervention sur site est planifiée dans la semaine 34, à savoir du 21 au 25 août 2023. L'exploitant indique que le bureau d'études effectuera les prélèvements dans les piézomètres et les résultats devraient être transmis à l'inspection dès qu'ils seront établis. L'exploitant indique cependant que la caractérisation de présence de noir de carbone dans les MES n'est pas faisable techniquement par les bureaux d'études en charge des analyses. En effet, il indique que les bureaux d'études ne peuvent pas caractériser ce produit composé de carbone quasiment pur.
Observations : L'inspection relève que l'action a été initiée et nécessitera la réception des résultats pour connaître la quantité de MES dans les eaux, sans toutefois mieux caractériser la nature des MES. L'inspection demande cependant que l'exploitant lui envoie les réponses des bureaux d'études justifiant l'absence de faisabilité quant à la caractérisation du noir de carbone dans les MES.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécurité chimique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de transmettre à l'Inspection le rapport sur la sécurité chimique sous une semaine à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté en séance le document du Ministère de l'environnement indiquant que le noir de carbone dispose d'un numéro d'enregistrement concernant le règlement REACH et la déclinaison sur les Nanomatériaux. De plus, ce document indique que la déclaration sur le site R-Nano.fr a été effectuée le 28 février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Diagnostic des sols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise un diagnostic de l'état des sols sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués en vigueur. Les substances pertinentes à surveiller correspondent aux substances fabriquées, utilisées et/ou stockées compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier. En particulier, un maillage plus fin sera retenu au droit du bassin de collecte des eaux susceptibles d'être polluées.</p> <p>L'exploitant met en œuvre le cas échéant les recommandations du diagnostic des sols dans un délai n'excédant pas 3 mois après la date de remise du diagnostic suscité.</p>
Constats : Comme indiqué au point de contrôle n°3, le Bureau d'Etudes GINGER intervient sur le site en semaine 34. Il prévoit 8 points de prélèvement, dont 6 d'entre eux sont répartis autour du bassin de collecte et 2 autres au centre du site et au niveau d'une zone de cuve de fioul. La caractérisation portera sur la présence de polluants, notamment la présence de noir de carbone dans les sols. La profondeur investiguée se situe entre 3 et 6 m, correspondant à la limite avec la nappe alluviale souterraine. Un rapport de ces investigations, et des propositions d'action le cas échéant, sera transmis à l'inspection à la fin de ces démarches.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Liste des ESP

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/11/2022, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est mis en demeure dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté d'établir pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L.557-30 du code de l'environnement une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeurs et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susnommé y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière ou de la prochaine requalification périodique. Cette liste est tenue à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté la liste des ESP de son établissement. Cette liste devra être présentée lors de chaque intervention de son organisme habilité dans le cadre du suivi en service des équipements sous pression. Elle doit également être mise à jour à l'occasion de chaque changement intervenant sur le parc d'équipements. S'agissant de l'appareil présent sur le site et dont le suivi en service (ainsi que la propriété) est réalisé par Lyondell Basell, une copie les documents du dossier de suivi de l'ouvrage doit être conservée sur le site.</p>
<p>Observations : L'exploitant est invité à compléter le tableau en précisant les groupes de danger des ESP selon la définition prévue par l'AM du 20 novembre 2017. Il est rappelé que l'exploitant doit disposer de l'ensemble des documents portant sur la conformité des équipements, les règles et données de fabrication, les documents de mise et suivi en service, les documents concernant les équipements de sécurité présents sur les appareils.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Requalification périodique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/11/2022, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est mis en demeure dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté de réaliser la requalification périodique du récipient de marque SECIM - année 1987 - n°18 56 91, conformément aux dispositions de l'article L.557-39 du code de l'environnement et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté en séance le rapport de requalification réalisé en 2020 pour cet appareil.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : requalification périodique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/11/2022, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté de réaliser la requalification périodique du récipient de marque CKD CHLAZENI - année 2010 - n° 33 L 4123, conformément aux dispositions de l'article L.557-28 du code de l'environnement et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
Constats : L'exploitant a présenté en séance le rapport de requalification réalisé en 2020 pour cet appareil.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet